

Direction Mutualisée des Ressources Humaines (DMRH)

Version	01/01/2024
---------	------------

NOTE DE SERVICE NS/DMRH - 2023

LC/MT

OBJET	AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE (ASA)
-------	---

Le Maire de la Ville de Flers, Président de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo, Président du CCAS de la Ville de Flers,

Vu

- Le code général de la fonction publique

Vu

- le décret n°85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale,
- décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Vu

- les diverses circulaires ou instructions ministérielles organisant les dispositifs, en matière d'autorisations d'absence pour événements familiaux, garde des enfants malade, grossesse et maternité, rentrée scolaire, adoption, naissance d'un enfant, fêtes religieuses, mandats mutualistes, élections prud'homales et aux organismes de sécurité sociale, candidatures à une fonction publique élective, jurys d'assises, sélection du service national, réunions des comités et conseils de parents d'élèves, don du sang,

DECIDE

Article 1 – PRINCIPES

L'article L622-1 du code général de la fonction publique prévoit que les agents publics bénéficient d'autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et à l'occasion de certains événements familiaux. Un prochain décret doit fixer les modalités et droits correspondants. Dans l'attente de la sortie de ce décret, la présente note de service définit les événements familiaux concernés et les modalités correspondantes.

Ces autorisations spéciales d'absence sont accordées aux agents stagiaires et titulaires, et aux agents contractuels ayant une ancienneté d'au moins 6 mois consécutifs ou engagés pour une durée d'au moins 6 mois, dans l'une ou l'autre des collectivités. Les agents relevant d'un contrat de droit privé sont alignés sur le régime des contractuels.

Ces autorisations sont distinctes par leur objet des congés. Elles ne doivent donc pas être décomptées des jours de congés annuels ou autres congés (maladie, formation...).

Les ASA (hors droits syndical) engendrent une réduction des droits à l'acquisition annuelle de jours RTT.

Certaines autorisations spéciales d'absence sont de droit. Leurs modalités d'organisation s'imposent à l'autorité territoriale (par exemple, absence pour participation à un jury d'assises...).

Par contre, un certain nombre d'autorisations sont discrétionnaires et par là, laissées à l'appréciation des pouvoirs locaux.

Ces absences sont autorisées principalement à l'occasion d'événements familiaux ou de la vie courante. Il revient à l'autorité territoriale de juger de leur opportunité en tenant compte des nécessités de service.

I - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIÉES À DES ÉVÈNEMENTS FAMILIAUX

	MARIAGE			PACS	DECES					NAISSANCE	
	Agent	Enfant ----- Parents et/ou Beaux- parents	Frère/sœur, et/ou Beau-frère/ Belle-sœur ----- Grands- parents ----- Petit-fils/ Petite-fille	Agent	Conjoint	Enfant	Parent et/ou Beaux- parents	Frère/sœur, et/ou Beau-frère/ Belle-sœur ----- Grands- parents/ Arrières grands- parents ----- Petit-fils/ Petite-fille	Oncle/ Tante, Neveu/ Nièce	Enfant pour le père ¹ ----- Enfant pour le père ¹ adoptant	Frère/sœur, et/ou Beau-frère, Belle sœur ----- Petit-fils/ Petite-fille
Agent :											
Marié(e)	Sans objet	3	1	Sans objet	8	8	5	2	1	3	1
En concubinage	8	3	1	5	8	8	5	2	1	3	1
Pacsé(e)	8	3	1	Sans objet	8	8	5	2	1	3	1
Célibataire	8	3	1	5	Sans objet	8	5	2	1	3	1

NOTA :

- ☞ Ces absences sont examinées sur présentation **de justificatifs matériels** et autorisées par la hiérarchie dans la mesure où elles ne perturbent pas le fonctionnement du service.
- ☞ Pour les agents contractuels, les ASA décès sont accordées indépendamment de l'ancienneté ou de la durée de l'engagement.
- ☞ Toutes les autorisations d'absence :
 - comprennent obligatoirement le jour de l'évènement², **sauf pour les naissances** où elles sont à prendre dans les 15 jours qui suivent l'arrivée de(s) enfant(s).
 - sont à prendre de manière continue
 - sont décomptés en jours calendaires - **sauf PACS** (jours ouvrables).

¹ Ici, la notion de père s'entend à la lumière des nouvelles dispositions induites par la loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe et par la réforme du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

² Pour les décès : le jour du décès ou de l'inhumation

II - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIÉES À DES ÉVÈNEMENTS DE LA VIE COURANTE

Nombre de jours calendaires ou heures d'absence autorisés :

☞ Ces demandes d'absence sont TOUTES examinées **sur présentation de justificatifs matériels** (convocation, certificat médical, bulletin de situation...) et autorisées dans la mesure où elles **ne perturbent pas le fonctionnement du service**.

CONCOURS /EXAMEN (ECRIT ET ORAL INCLUS) Accordée uniquement pour les épreuves organisées par le CNFPT, les centres de gestion et l'éducation nationale		
	Epreuves	Préparation concours
<i>Droit commun à concurrence d'un concours par an pour les frais de remboursement</i>	Le(s) jour(s) des épreuves écrites et orales	Considérée comme de formation, pour tous acceptés sur les dispositifs
<i>Participation à un jury de concours ou examen professionnel</i>	Le(s) jour(s) des épreuves orales	

SOIGNER UN ENFANT MALADE OU EN ASSURER MOMENTANEMENT LA GARDE (âgé de moins de 16 ans*) <i>Dispositions pour un agent à temps plein travaillant sur 5 jours et pour une année civile à proratiser suivant les obligations de service pour les agents à temps partiel ou non complet</i>	
☞ <i>Droit commun</i>	6 jours **
<i>Dérogation pour les agents qui assument seuls la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie, de par son emploi, d'aucune autorisation d'absence</i>	12 jours **

** Les jours ne sont pas fractionnables en demi-journées.

* Sans limite d'âge pour un enfant reconnu porteur d'un handicap.

A L'ANNONCE D'UNE PATHOLOGIE CHRONIQUE NECESSITANT UN APPRENTISSAGE THERAPEUTIQUE OU D'UN CANCER CHEZ L'ENFANT	
<i>Droit commun, en référence aux textes listant les pathologies visées</i>	2 jours minimum

ACCOMPAGNEMENT PARENTAL des enfants pour leur rentrée scolaire, jusqu'à leur admission en 6 ^{ème} incluse		
<i>Jour de la rentrée</i>	Facilité d'horaire traduite par 1 heure d'absence pour la rentrée des classes	<i>Nota : Aménagement accordé à l'un des parents, ou aux deux si plusieurs enfants sont scolarisés dans des établissements distincts</i>

III - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIÉES A LA MATERNITÉ

PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE (PMA) : ACTES MEDICAUX OBLIGATOIRES		
<i>Droit commun</i>	- Agentes publiques : actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation (PMA).	Nota : Autorisations accordées, sous réserve des nécessités de service, pour la durée de l'acte médical.
	- Agent.e public.que conjoint.e ou lié.e par un PACS ou vivant maritalement avec une femme bénéficiant d'une PMA, peut assister dans la limite de trois au plus aux actes médicaux obligatoires.	

AMENAGEMENT DES HORAIRES DE TRAVAIL DE LA FUTURE MAMAN		
<i>Droit commun</i>	Dans la limite maximale d'une heure par jour	Nota : Autorisation accordée, à partir du 3 ^{ème} mois de grossesse, compte tenu des nécessités des horaires du service. L'heure est proratisée relativement au temps de travail de l'agent.

GROSSESSE : EXAMENS MEDICAUX OBLIGATOIRES		
<i>Droit commun</i>	- Dans la limite de sept prénataux et un postnatal	Nota : Autorisation accordée de droit pour la durée de l'examen.
	- Agent.e public.que conjoint.e ou lié.e par un PACS ou vivant maritalement avec une femme enceinte, peut assister dans la limite de trois au plus aux actes médicaux obligatoires.	

ALLAITEMENT		
<i>Droit commun</i>	Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois	Nota : Autorisation susceptible d'être accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant et sous réserve des nécessités de service.

IV - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIÉES A DES MOTIFS CIVIQUES ET ASSOCIATIFS

MANDATS ELECTIFS

voir statut de l'élu au Code Général des Collectivités Territoriales

JURY D'ASSISES

Droit commun

Durée de la session

Observations :

- la fonction de juré est obligatoire
- la rémunération est cumulée avec l'indemnité de session

TEMOIN DEVANT LE JUGE PENAL

Droit commun

Durée de l'audition

Observations :

- la fonction est obligatoire
- l'agent public peut être cité comme témoin auprès d'une juridiction répressive

INTERVENTION DES AGENTS SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

*Conventionnements avec le SDIS
de l'Orne*

Durée des interventions

- Autorisations d'absence organisées conjointement avec le sapeur-pompier volontaire et l'employeur.

FORMATION DES AGENTS SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Conventionnements avec le SDIS de l'Orne		Observations
Formation initiale / Formations de perfectionnement	Conformément au calendrier annuel établi	Calendrier des formations établi par le SDIS de l'Orne au mois d'octobre de l'année n-1, validé au 15 décembre de l'année n-1 et transmis à l'employeur par le centre de secours.

ADMINISTRATEURS DU GROUPEMENT D'ENTRAIDE DES TERRITORIAUX (Conventionnement avec l'association)

Pour chaque membre du bureau en activité au sein des collectivités concernées	Crédit d'heures mensuel égal à 8 heures par mois	<p>Ce crédit pourra être reporté d'un mois à l'autre en fonction des besoins de l'association ou des nécessités de service, étant entendu qu'il est remis à zéro au début de chaque année.</p> <p>Les collectivités permettent également la consommation occasionnelle du crédit temps mensuel non utilisé par un ou plusieurs membres du Conseil d'administration, afin de réaliser une mission ponctuelle de soutien nécessitant une mobilisation importante.</p> <p>Toutefois, l'ensemble de ces décharges de service s'exercent toujours sous réserve de l'accord préalable explicite des chefs de services, en considération des nécessités de continuité de service.</p>
---	---	--

V - AUTORISATIONS D'ABSENCE LIÉES A DES MOTIFS SYNDICAUX

PARTICIPATION AUX REUNIONS SYNDICALES MENSUELLES DES ORGANISATIONS LOCALES		
<i>Droit commun</i>	1 heure par mois dans la limite de 12h/an	<p>Les organisations peuvent cumuler plusieurs réunions par trimestre.</p> <p>Dans ce cas les agents peuvent cumuler les heures de présence non utilisées.</p> <p>L'absence des agents ne doit pas perturber le bon fonctionnement des services ni réduire l'ouverture au public des administrations.</p> <p>Les demandes sont à formaliser à l'aide des imprimés ci joints.</p>

EXERCICE DE MANDAT SYNDICAL		
<i>Droit commun</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Congrès nationaux : 10 jours par an, ✓ Congrès internationaux ou réunion des organismes directeurs : 10 jours par an <p>(selon le décret 85-397)</p>	<p>« Dans le cas de participations aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats non représentées au Conseil commun de la fonction publique, la durée des autorisations spéciales d'absence accordées à un même agent, au cours d'une année, ne peut excéder dix jours. Les syndicats nationaux et locaux ainsi que les unions régionales, interdépartementales et départementales de syndicats qui leur sont affiliés disposent des mêmes droits.</p> <p>Cette limite est portée à vingt jours par an dans le cas de participation aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales, ou aux congrès et aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations représentées au Conseil commun de la fonction publique. Les syndicats nationaux et locaux ainsi que les unions régionales, interdépartementales et départementales de syndicats qui leur sont affiliés disposent des mêmes droits.»</p> <p><i>Art 16 du décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.</i></p>
<i>Droit commun</i>	<p>Réunions statutaires d'organismes directeurs des organisations syndicales :</p> <p>contingent global à déterminer</p> <p>(selon décret 85-397)</p>	<p>«Les représentants syndicaux mandatés pour participer aux congrès ou aux réunions statutaires des organismes directeurs d'organisations syndicales d'un autre niveau que ceux mentionnés à l'article 16 peuvent bénéficier d'autorisations d'absence imputées sur les crédits d'heure définis en application de l'article 14. »</p> <p><i>Art 17 du décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.</i></p>
<i>Droit commun</i>	<p>Commissions administratives paritaires ou organismes statutaires :</p> <p>Durée de la réunion, de préparation, de restitution et temps de route</p>	<p>« Sur simple présentation de leur convocation ou du document les informant de la réunion de ces organismes, les représentants syndicaux, titulaires et suppléants, ainsi que les experts, appelés à siéger au Conseil commun de la fonction publique, au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, au Centre national de la fonction publique territoriale, au sein des comités techniques, des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives paritaires, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, des commissions de réforme, du Conseil économique, social et environnemental ou des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, se voient accorder une autorisation d'absence.</p> <p>Les représentants syndicaux bénéficient du même droit lorsqu'ils participent à des réunions de travail convoquées par l'administration ou à des négociations dans le cadre de l'article 8 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.</p> <p>La durée de l'autorisation d'absence comprend, outre les délais de route et la durée prévisible de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux.» <i>art 18 du décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.</i></p>

EXERCICE DE MANDAT A LA FORMATION SPECIALISEE EN MATIERE DE SANTE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

<i>Droit commun</i>	Participation aux réunions en cas de situations d'urgences (selon le décret 2021-571)	<p>« Tout représentant du personnel membre de la formation spécialisée qui constate directement ou indirectement l'existence d'une cause de danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des agents lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment par l'intermédiaire d'un agent, en alerte immédiatement l'autorité territoriale ou son représentant et consigne cet avis dans un registre spécial côté et ouvert au timbre de la formation spécialisée.</p> <p>L'autorité territoriale procède immédiatement à une enquête avec le représentant de la formation spécialisée qui lui a signalé le danger ou un autre membre de la formation spécialisée désigné par les représentants du personnel. [...] ».</p> <p><i>Art 68 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics</i></p>
<i>Droit commun</i>	Participation aux groupes de visites (selon le décret 2021-571)	<p>« Les membres de la formation spécialisée procèdent, à intervalles réguliers, à la visite des services relevant de leur champ de compétence. Une délibération de la formation spécialisée fixe l'objet, le secteur géographique de la visite et la composition de la délégation chargée de cette visite. [...] »</p> <p><i>Art 64 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics</i></p>
<i>Droit commun</i>	Participation aux groupes d'enquêtes (selon le décret 2021-571)	<p>« La formation spécialisée procède à une enquête à l'occasion de chaque accident du travail, accident de service ou de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel au sens des 3° et 4° de l'article 6 du décret du 10 juin 1985 susvisé. [...] »</p> <p><i>Art 65 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics</i></p>
<i>Droit commun</i>	Contingent annuel (selon le décret 85-603)	<p>« Les représentants du personnel, titulaires et suppléants, membres des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail bénéficient, pour l'exercice de leurs missions mentionnées au chapitre II du titre III, d'un contingent annuel d'autorisations d'absence fixé par décret, en jours, proportionnellement aux effectifs couverts par ces instances et à leurs compétences.[...] »</p> <p><i>Art 96 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics</i></p>



	Direction Mutualisée des Ressources Humaines (DMRH)	
	DROIT SYNDICAL REUNIONS MENSUELLES D'INFORMATION	
Imprimé destiné aux CHEFS DE SERVICE		

Références :
*Décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 6 « **Les organisations syndicales représentées au comité social territorial ou au conseil supérieur de la fonction publique territoriale sont en outre autorisées à tenir, pendant les heures de service, une réunion mensuelle d'information d'une heure. Une même organisation syndicale peut regrouper plusieurs de ses heures mensuelles d'information par trimestre.***
Tout agent a le droit de participer, à son choix, à une heure mensuelle d'information dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. »
*Circulaire ministérielle d'application n° 85-282 du 25 novembre 1985 en vertu de laquelle la tenue de ces réunions doit se faire « **sans que le fonctionnement du service soit perturbé et que la durée d'ouverture des services aux usagers soit réduite** »*

Service					
Date de la réunion					
Liste des agents concernés					
N°	Prénom	Nom	Accordée	Durée de l'absence	Autorisation
					Non recevable 1) pour raison de service (= nécessité d'un effectif minimum pour assurer la continuité du service) Ou 2) quota déjà utilisé
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					

Responsable		Réservé à la DMRH	
Date	Visa	Date	Visa

Diffusion : 1 exemplaire à retourner au chef de service / 1 exemplaire DMRH

	<p align="center">Direction Mutualisée des Ressources Humaines (DMRH)</p> <p align="center">DEMANDE D'AUTORISATION SPECIALE D'ABSENCE (ASA) (hors droit syndical)</p>	
---	---	---

Prénom	NOM		
SERVICE / DIRECTION	TEMPS DE TRAVAIL	COLLECTIVITE	N°
		FLERS AGGLO	
		FLERS	
		CCAS	

Durée de l'absence :

Du..... au inclus.

SUIVI DES DROITS		
TYPE D'ASA		Débit
Evènement	Degré à préciser :	
Mariage		
PACS		
Naissance		
Décès		
Enfant malade		
Concours examen		
Administrateur du Groupement		
Jury d'assises		
Autres (à préciser)		

ATTENTION : JOINDRE LES JUSTIFICATIFS

Déposé le		Signature	
------------------	--	------------------	--

ACCORD	Chef de Service	Cadre Responsable	Autorité Territoriale (le cas échéant)	REFUS	MOTIF :
Date					
Signature					

Diffusion : 1 exemplaire à transmettre à la DMRH / 1 exemplaire à retourner à l'agent

Visa gestionnaire effectifs, et date :	OBSERVATIONS EVENTUELLES DE LA DMRH : (pour retour à l'agent concerné)
--	--

**DROIT SYNDICAL
DEMANDES D'AUTORISATIONS
SPECIALES D'ABSENCE**

Imprimé destiné aux représentants syndicaux.

V4-07/03/2016

Prénom	NOM		
SERVICE	TEMPS DE TRAVAIL	COLLECTIVITE	
		FLERS AGGLO	
		FLERS	
		CCAS	

Références : Décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 14 à 18.

Organisation syndicale concernée	
----------------------------------	--

COCHER LA CASE RELATIVE AU TYPE D'AUTORISATION OBJET DE LA PRESENTE DEMANDE ET COMPLETER LES RUBRIQUES CORRESPONDANTES

1) Autorisations spéciales d'absences prévues en référence à l'article 16 du décret 85-397 (Voir au verso)

Date de dépôt de la demande - JOINDRE OBLIGATOIREMENT la convocation émise par l'organisation concernée (au moins 3 jours avant la date de l'absence)	Date(s) de l'absence	Chef de service	
		Date	Visa

2) Autorisations spéciales d'absences prévues en référence à l'article 17 du décret 85-397 (Voir au verso)

Date de dépôt de la demande - JOINDRE OBLIGATOIREMENT la convocation émise par l'organisation concernée (au moins 3 jours avant la date de l'absence)	Absence :		Chef de service	
	Date(s) de l'absence	Nombre d'heures	Date	Visa

3) Autorisations spéciales d'absences prévues en référence à l'article 18 du décret 85-397 (Voir au verso)

Date de dépôt de la demande - JOINDRE OBLIGATOIREMENT la convocation émise par l'organisation concernée (au moins 3 jours avant la date de l'absence)	Date(s) de l'absence	Chef de service	
		Date	Visa

RESERVE A LA DMRH

RECEVABILITE :			
NON RECEVABILITE-Motif(s)			
Date		Visa	

DIFFUSION en retour après visa DMRH : Copie Demandeur s/c Chef de service / Original : DMRH

Décret 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique Territoriale (Extraits)

Article 14

Le contingent d'autorisations d'absence mentionné au 1° de l'article 12 est calculé au niveau de chaque comité technique, à l'exclusion des comités techniques facultatifs, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale du comité technique, à raison d'une heure d'autorisation d'absence pour 1 000 heures de travail accomplies par ceux-ci.

Pour les collectivités et établissements publics dont le comité technique est placé auprès du centre de gestion, celui-ci calcule, selon ce barème appliqué au nombre d'heures de travail accomplies par les électeurs inscrits sur la liste électorale de ce comité technique, un contingent réparti dans les conditions prévues à l'article 13.

Les agents bénéficiaires sont désignés par les organisations syndicales parmi leurs représentants en activité dans la collectivité ou l'établissement concerné ou, en cas d'application du deuxième alinéa, dans les collectivités et établissements mentionnés à ce même alinéa.

Lorsque des autorisations d'absence sont accordées aux agents employés par les collectivités et établissements publics mentionnés au deuxième alinéa, ces collectivités et établissements publics sont remboursés par le centre de gestion des charges salariales de toute nature afférentes à ces autorisations.

Article 15

Les autorisations d'absence mentionnées aux articles 16 et 17 sont accordées, sous réserve des nécessités du service, aux représentants des organisations syndicales mandatés pour assister aux congrès syndicaux ainsi qu'aux réunions de leurs organismes directeurs, dont ils sont membres élus ou pour lesquels ils sont nommément désignés conformément aux dispositions des statuts de leur organisation.

Les demandes d'autorisation doivent être formulées trois jours au moins avant la date de la réunion. Les refus d'autorisation d'absence font l'objet d'une motivation de l'autorité territoriale.

Article 16

Dans le cas de participations aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats non représentées au Conseil commun de la fonction publique, la durée des autorisations spéciales d'absence accordées à un même agent, au cours d'une année, ne peut excéder dix jours. Les syndicats nationaux et locaux ainsi que les unions régionales, interdépartementales et départementales de syndicats qui leur sont affiliés disposent des mêmes droits.

Cette limite est portée à vingt jours par an dans le cas de participation aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales, ou aux congrès et aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations représentées au Conseil commun de la fonction publique. Les syndicats nationaux et locaux ainsi que les unions régionales, interdépartementales et départementales de syndicats qui leur sont affiliés disposent des mêmes droits.

Article 17



Les représentants syndicaux mandatés pour participer aux congrès ou aux réunions statutaires des organismes directeurs d'organisations syndicales d'un autre niveau que ceux mentionnés à l'article 16 peuvent bénéficier d'autorisations d'absence imputées sur les crédits d'heure définis en application de l'article 14.

Article 18

Sur simple présentation de leur convocation ou du document les informant de la réunion de ces organismes, les représentants syndicaux, titulaires et suppléants, ainsi que les experts, appelés à siéger au Conseil commun de la fonction publique, au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, au Centre national de la fonction publique territoriale, au sein des comités techniques, des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives paritaires, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, des commissions de réforme, du Conseil économique, social et environnemental ou des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, se voient accorder une autorisation d'absence.

Les représentants syndicaux bénéficient du même droit lorsqu'ils participent à des réunions de travail convoquées par l'administration ou à des négociations dans le cadre de l'article 8 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

La durée de l'autorisation d'absence comprend, outre les délais de route et la durée prévisible de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux.

	Direction Mutualisée des Ressources Humaines (DMRH) DEMANDES D'AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE (ASA) Imprimé destiné aux membres de la formation spécialisée	

Prénom	NOM		
SERVICE	TEMPS DE TRAVAIL	COLLECTIVITE	
		FLERS AGGLO	
		FLERS	
		CCAS	

Références : décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 64, 65, 68 et 96.

1) Autorisation spéciale d'absence concernant les visites des services

Date de dépôt de la demande	Date(s) de l'absence	Durée de l'absence	Lieu(x) visité(s)	
Objectif(s) de la visite			Chef de service	
			Date	Visa

2) Autorisation spéciale d'absence concernant les enquêtes d'accident de service ou de maladie Professionnelle

Transmettre votre convocation à votre chef de service <u>au moins 8 jours</u> avant la date effective de l'absence.	Chef de service	
	Date	Visa

3) Autorisation spéciale d'absence concernant les situations d'urgence

Transmettre votre convocation à votre chef de service <u>dès réception</u> de la convocation.	Chef de service	
	Date	Visa

4) Autorisation spéciale d'absence concernant le contingent annuel d'autorisation d'absence

Date de dépôt de la demande	Date(s) de l'absence	Lieu(x) visité(s) (si besoin)	
Durée de l'absence	Contingent restant	Chef de service	
		Date	Visa

RESERVE A LA DMRH

RECEVABILITE :			
NON RECEVABILITE - Motif(s) :			
Date		Visa	

DIFFUSION

Original : à remettre à la DMRH visé par le Chef de service
Copies : Chef de Service – Intéressé(e)

Article 64

Les membres de la formation spécialisée procèdent, à intervalles réguliers, à la visite des services relevant de leur champ de compétence. Une délibération de la formation spécialisée fixe l'objet, le secteur géographique de la visite et la composition de la délégation chargée de cette visite.

Cette délégation comporte le président de la formation spécialisée ou son représentant et des représentants du personnel, membres de la formation. Elle peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive ou son représentant au sein de l'équipe pluridisciplinaire, de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité et de l'assistant ou du conseiller de prévention. Les missions accomplies dans le cadre du présent article donnent lieu à un rapport présenté à la formation spécialisée.

La délégation de la formation spécialisée peut réaliser cette visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail. Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

Article 65

La formation spécialisée compétente est réunie dans les plus brefs délais à la suite de tout accident ayant entraîné ou pu entraîner des conséquences graves.

Elle procède à une enquête à l'occasion de chaque accident du travail, accident de service ou de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel au sens des 3° et 4° de l'article 6 du décret du 10 juin 1985 susvisé.

Les enquêtes sont réalisées par une délégation comprenant le président ou son représentant au sein de la collectivité ou de l'établissement et au moins un représentant du personnel de la formation spécialisée. Le médecin du service de médecine préventive, l'assistant ou, le cas échéant, le conseiller de prévention ainsi que l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité peuvent participer à la délégation.

La formation spécialisée est informée des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.

Article 68

Tout représentant du personnel membre de la formation spécialisée qui constate directement ou indirectement l'existence d'une cause de danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des agents lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment par l'intermédiaire d'un agent, en alerte immédiatement l'autorité territoriale ou son représentant et consigne cet avis dans un registre spécial coté et ouvert au timbre de la formation spécialisée.

L'autorité territoriale procède immédiatement à une enquête avec le représentant de la formation spécialisée qui lui a signalé le danger ou un autre membre de la formation spécialisée désigné par les représentants du personnel et prend les dispositions nécessaires pour y remédier. Elle informe la formation spécialisée des décisions prises.

En cas de divergence d'appréciation sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser, notamment par arrêt du travail, de la machine ou de l'installation, la formation spécialisée compétente est réunie en urgence, dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures. L'inspecteur du travail est informé de cette réunion et peut y assister.

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par la formation spécialisée compétente, l'autorité territoriale arrête les mesures à prendre.

A défaut d'accord entre l'autorité territoriale et la formation spécialisée sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, et après intervention du ou des agents chargés d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité, l'inspecteur du travail est obligatoirement saisi.

Peuvent être sollicitées, dans les mêmes conditions, l'intervention, dans leurs domaines d'attribution respectifs, d'un membre du corps des vétérinaires inspecteurs ou du corps des médecins inspecteurs de la santé et du corps des médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre ainsi que l'intervention du service de la sécurité civile.

L'intervention prévue aux deux précédents alinéas du présent article donne lieu à un rapport adressé conjointement à l'autorité territoriale, à la formation spécialisée et à l'agent mentionné à l'article 5 du décret du 10 juin 1985 susvisé. Ce rapport indique, s'il y a lieu, les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.

L'autorité territoriale adresse dans les quinze jours à l'auteur du rapport une réponse motivée indiquant :

- 1° Les mesures prises immédiatement après l'enquête prévue au second alinéa du présent article ;
- 2° Les mesures prises à la suite de l'avis émis par la formation spécialisée réunie en urgence ;
- 3° Les mesures prises au vu du rapport ;
- 4° Les mesures qu'elle va prendre et le calendrier de leur mise en œuvre.

L'autorité territoriale communique, dans le même délai, copie de sa réponse à la formation spécialisée ainsi qu'à l'agent mentionné à l'article 5 du décret du 10 juin 1985 susvisé.

Article 96

Les représentants du personnel, titulaires et suppléants, membres des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ou, lorsqu'il n'en n'existe pas, membres des comités sociaux territoriaux bénéficient, pour l'exercice de leurs missions mentionnées au chapitre II du titre III, d'un contingent annuel d'autorisations d'absence fixé par décret, en jours, proportionnellement aux effectifs couverts par ces instances et à leurs compétences.

Ce contingent annuel d'autorisations d'absence peut être majoré pour tenir compte de critères géographiques ou de risques professionnels particuliers. La liste des formations spécialisées ou, lorsqu'il n'en existe pas, des comités sociaux territoriaux qui bénéficient de cette majoration est fixée par arrêté de l'autorité territoriale, après avis du comité social territorial.

Ce contingent annuel d'autorisations d'absence est utilisé sous forme d'autorisations d'absence d'une demi-journée minimum qui peuvent être programmées. L'autorisation d'absence utilisée au titre de ce contingent annuel est accordée sous réserve des nécessités du service.

L'autorité territoriale peut déterminer par arrêté un barème de conversion en heures de ce contingent annuel d'autorisations d'absence pour tenir compte des conditions d'exercice particulières des fonctions de certains membres des formations spécialisées ou, lorsqu'il n'existe pas de formation spécialisée, des comités sociaux territoriaux.

Cet arrêté peut également prévoir la possibilité pour chaque membre de renoncer à tout ou partie du contingent d'autorisations d'absence dont il bénéficie au profit d'un autre membre ayant épuisé son contingent de temps en cours d'année.